

pour 1937. C'est une forte diminution. De fait, les chiffres précis sont 336 millions de dollars. Une seule industrie s'est améliorée au Canada, semble-t-il, du moins au point de vue de la production. C'est l'industrie agricole. Je ne discute pas des prix; je parle uniquement du volume de production. Il est possible que le rendement de l'industrie minière accuse aussi une augmentation, mais je n'ai pu me procurer les chiffres. Le rendement de chaque branche de l'industrie agricole pour ainsi dire accuse une augmentation. Coïncidence assez étrange, c'est la seule industrie à laquelle le Gouvernement n'a rien à faire. En d'autres termes, la Providence a aidé l'agriculture. Les actes du ministère actuel ont eu leur répercussion sur toutes les autres industries canadiennes. Seule, l'agriculture dépend de la Providence et, suivant moi, cette industrie doit la remercier du fait que le présent régime n'ait pas à intervenir dans ses affaires. Je souligne ces faits parce que l'année dernière et chaque année depuis l'avènement de mon très honorable ami et de son ministère à la direction des affaires, ils se sont attribué tout le mérite touchant le redressement de la situation.

Une VOIX: Assurément.

L'hon. M. MANION: L'un de mes honorables amis répond: "Assurément". Fort bien! Je le mets au défi de répéter ce mot lorsque j'aurai terminé ma phrase. Si mes honorables amis s'attribuent le mérite du redressement de la situation jusqu'à l'année dernière, ils doivent également assumer le discrédit résultant du fait que la situation a empiré l'année dernière. Je n'entends plus l'honorable député répéter le mot "assurément".

Au cours de son discours, cet après-midi, l'honorable député de Brandon a fait certaines comparaisons entre 1933, l'époque où nous détenions les rênes du pouvoir, et l'heure présente. Mon très honorable ami peut faire la même chose, mais ce sont là des comparaisons très injustes. Nous étions au pouvoir pendant les deux années qui ont suivi 1933; nous avons été au pouvoir jusqu'en 1935. La grande crise économique, peut-être la plus terrible que le monde ait jamais connue, et assurément la plus grave qui soit survenue depuis cent ans, commença un an avant la défaite du présent gouvernement, en 1930 et continua de sévir à peu près jusqu'au milieu de 1933. Cette crise s'est fait sentir non pas uniquement au Canada, mais dans le monde entier. D'après les statistiques les plus sûres de la Société des Nations, il y a eu trente millions de chômeurs dans les pays industriels du monde. Le commerce mondial a diminué de deux tiers; en

1933, les échanges internationaux n'atteignaient plus que le tiers du chiffre qu'ils avaient accusé pendant l'année de prospérité exceptionnelle que fut 1929. J'ai fait partie de la Chambre jusqu'à 1935, et je me rappelle les nombreuses occasions où le très honorable député et ses partisans prirent la parole pour nous tenir responsables de la crise. Ils ne nous reconnaissaient guère de mérite. Malheureusement pour nous, notre parti n'a été au pouvoir que pendant trois années ou moins après que la situation se fût améliorée, et en 1935 le très honorable député et son gouvernement étaient portés au pouvoir. Les choses ont continué de s'améliorer pendant un an ou un an et demi, puis il y a eu régression en 1937.

Ce que je veux souligner, c'est que si le gouvernement actuel doit s'attribuer du mérite lorsque la situation est favorable, il doit aussi accepter quelque blâme lorsqu'elle est mauvaise. Depuis 1937, la situation n'a pas été bonne dans notre pays, mais je me propose de prendre une attitude différente. Je ne dis pas que le gouvernement actuel doive porter toute la responsabilité du changement qui est survenu dans la situation du Canada. Cet état de choses a le même caractère mondial que la crise de 1929, qui s'est continuée pendant deux ans et demi ou trois ans de notre administration, c'est-à-dire de 1930 à 1933.

Apparemment, mes honorables vis-à-vis ont quelque scrupule à s'attribuer le mérite de la reprise des affaires, car ils recourent à des excuses. Je note que l'on a fait quatre déclarations différentes. L'une d'elles émane de mon honorable ami le ministre des Finances (M. Dunning) un vieil ami sincère que je suis heureux de revoir à son siège si bien portant. J'espère que sa santé continuera de s'améliorer et qu'elle redeviendra bientôt tout à fait normale. Mais je dirai qu'il a lui-même fait une déclaration comportant des excuses. Le ministre du Commerce en a fait autant, de même que le ministre du Travail. Ces excuses à l'égard de la situation existante leur ont été suggérées, j'imagine, par le scrupule qu'ils avaient de s'être attribué le mérite de la reprise des affaires.

Le gouvernement actuel est fort enclin à chercher des excuses. Il aime fort la propagande. J'ai déjà rappelé le fait que dix ou douze membres du cabinet—peut-être y en a-t-il eu davantage, mais je ne saurais le dire—ont irradié par tout le continent des allocutions pour signaler les grandes choses qu'ils avaient accomplies. On a fait autour de toutes sortes de questions une réclame si tapageuse que le public en a été presque étourdi. Considérons, par exemple, ce traité de commerce, ou accord commercial, qui a été conclu—j'imagine que les deux expressions ont un sens plus ou moins identique. Il y a eu un tel flot de